

Calvados

Education. Des enseignants du privé prêts à la grève lors des examens



Jeudi 16 mai, les syndicats de l'enseignement privé ont critiqué durement « l'école de la confiance » de la réforme Blanquer. Ils se sont réunis au rectorat.

À Caen, les délégués départementaux (CFDT, CGT, CFTC, SPELC notamment) se sont réunis pour dénoncer la réforme, en cours, des lycées votée à l'Assemblée nationale, le 19 février dernier. Ils se sont rendus devant le rectorat à 12h30 pour un pique-nique et ont demandé à rencontrer la rectrice en début d'après-midi. Une délégation a bien été reçue par les services de l'Éducation nationale.

Travailler plus avec moins de moyens

« **C'est incompréhensible** », dénonce Serge Vallet, délégué CGT enseignement privé Normandie. « **On nous demande de travailler plus, dans des classes surchargées, avec moins de moyens.** » Même son de cloche chez ses camarades de lutte syndicale, Mayeul Macé secrétaire général FEP-CFDT et professeur d'histoire-géographie dans le second degré explique que « **le rectorat ne se préoccupe pas de la vie des professeurs. Certains font jusqu'à quatre établissements dans la semaine** ».

Les représentants syndicaux soulignent qu'une « **suppression de 50 postes dans l'académie de Caen est prévue pour la rentrée prochaine** ». Une situation « **intenable** » pour ces derniers qui souhaitent voir un plan de titularisation des enseignants contre la précarité de l'emploi. « **Imaginez : certains enseignants, titulaires de Bac +4 ; Bac +5, sont payés 1 300 € par mois et on leur demande de faire toujours plus d'heure** », explique Alain Pouliquen correspondant CFTC dans l'académie. « **On retrouve des similitudes avec leurs collègues du secteur public.** »

Un équilibre à préserver pour le rectorat

De son côté, le Rectorat réagit : « **Les 50 suppressions de postes sont dues à la baisse démographique. C'est un élément qui vaut d'ailleurs aussi bien pour le privé que pour le public. Quant aux classes surchargées, certaines situations avec un nombre d'élèves importants s'expliquent par le fait qu'il nous faut garantir un équilibre entre les secteurs ruraux où le nombre d'élèves par classe et souvent relativement bas, et certaines situations en milieu urbain, où effectivement il peut y avoir beaucoup d'élèves dans une classe.** »

Pour se faire entendre, les organisations syndicales envisagent de poursuivre leur mouvement, et « **de réaliser une action d'envergure lors des examens de fin d'année scolaire** ». Pour Serge Vallet, ils « **n'ont pas le choix, la précarité de ce métier touche 20 % des professeurs dans l'académie** ».

Quentin VALOGNES



7 syndicats ont lancé un préavis de grève nationale, jeudi 16 mai, qui a été suivi à Caen. (@Quentin Valognes / Liberté)